

Référence à ce texte :

BOUSMAR Éric, interviewé par SIMON Nicolas, « Les historien(ne)s au risque de l'isolement académique ? Interview du professeur Eric Bousmar », billet publié sur le blog de recherche *ParenThèses*, <<http://parenthese.hypotheses.org/1599#bousmar>>, mis en ligne le 04 novembre 2016, non paginé [8 pp.].

Version pre-print d'une analyse rédigée sous forme d'interview à la demande de l'auteur du blog, dans le double contexte de l'annulation de la venue de L. Deutsch au lycée de Trappes, en France, et de l'organisation d'un salon du livre d'histoire à Bruxelles, où cet auteur était initialement annoncé comme tête d'affiche avant de se désister.

Ce texte, rédigé le 1^{er} novembre 2016, a été publié comme section d'un billet plus large : SIMON Nicolas, « Le salon du livre d'histoire de Bruxelles. Une enquête (2/2) & Interviews de Nicolas Offenstadt et Eric Bousmar », sur le blog de recherche *ParenThèses*, <<http://parenthese.hypotheses.org/1599>>, mis en ligne le 04 novembre 2016, non paginé [20 pp.]

Les historien(ne)s au risque de l'isolement académique ?

1. D'abord, un sentiment général à propos de cette énième polémique autour de Lorant Deutsch ?

Nième polémique, effectivement. A vrai dire, c'est une situation que j'ai observée de loin, me contentant d'enregistrer les positions exprimées en France et de constater le résultat, à première vue satisfaisant. Je m'exprime donc avec les réserves d'usage.

Que dire donc sur cette nième affaire ? C'est d'abord quelque chose de très français, sans doute, par la manière dont la polémique prend forme et se médiatise. D'une part parce les intellectuels français — c'est-à-dire ceux qui adoptent une posture publique d'intellectuels — ont de façon générale, me semble-t-il, le goût de la polémique et parce que le système médiatique les y pousse. D'autre part parce que le système médiatique français, tel qu'il est structuré et tel qu'il définit ses priorités, permet et même suscite l'émergence d'intervenants comme L. Deutsch.

Plus largement, bien sûr, la question des usages abusifs du passé — qu'il s'agisse de la légèreté de quelqu'un qui vend ses pages au public sans porter trop d'attention à la validité des propos qu'il tient, par négligence, ignorance, hâte ou absence de scrupule, ou qu'il s'agisse d'une instrumentalisation idéologique de ce passé — n'est pas propre au cas français, et l'on pourrait citer des exemples italiens ou hongrois, par exemple, tout à fait affolants.

Pour en revenir à L. Deutsch, le problème n'est évidemment pas de produire une forme plaisante de « produit sur le passé » (convenons de qualifier ainsi ses ouvrages et interventions, pour laisser ici de côté la question de savoir s'il s'agit d'« histoire », au sens historiographique du terme, ou d'autre chose). Il serait heureux que toute communication des spécialistes vers le public adopte des formes pédagogiques, abordables, et non rébarbatives. Le sérieux n'exclut pas l'originalité dans la présentation, la captation de l'attention ni même l'humour. Je suis de ceux qui pensent que l'humour a sa place, par exemple, dans l'enseignement universitaire et je tente de le pratiquer dans mes cours et séminaires. Le problème n'est pas là. Il n'est pas dans la forme ; il est dans le fond des choses présentées.

Je comprends donc que les professionnels aient été agacés par l'invitation, dans un contexte scolaire, d'un intervenant dont les ouvrages sont critiqués par les spécialistes tant sur la présentation de certains faits que sur la validité générale du cadre interprétatif proposé. Dont on a relevé les carences méthodologiques et déontologiques, ainsi que le mépris, parfois affiché, pour les professionnels du secteur, notamment lorsqu'il utilise l'argument *ad hominem* face à des doctorants pour esquisser

la discussion sur le fond des reproches qui lui sont adressés. Ou lorsqu'il adopte une position de victime rejetée par des censeurs officiels, brouillant ainsi volontairement les cartes qu'il sert au public et feignant de ne pas voir qu'un débat historiographique suppose une adhésion à une méthodologie scientifique et n'est pas une simple conversation de café du commerce entre potes qui évoquent leurs visions divergentes de la bataille de Poitiers. Citer une date ou évoquer Braudel et ses lectures ne suffit pas à penser et réfléchir en historien : l'habit ne fait pas le moine. Il est difficile à l'entendre de savoir si M. Deutsch s'abuse lui-même ou s'il manipule consciemment son public. Quoiqu'il en soit, une telle légèreté n'en fait pas un interlocuteur judicieux pour un public de jeunes, dans un cadre scolaire. Et j'ai cru comprendre que l'attitude consistant à organiser une confrontation méthodique des propos de l'un et des autres sortait évidemment du contexte et du format de l'activité prévue. Si donc je tend à déplorer qu'il ait fallu des pressions pour annuler l'événement, je trouve encore plus déplorable que des « responsables » aient eu l'idée peu responsable et peu réfléchie de l'organiser. De ce point de vue, je comprends la fronde organisée par des organisations d'enseignants, et je trouve même une telle mobilisation plutôt rassurante.

2. L'implication des historien(ne)s dans le débat public est inexistante – ou presque – en Belgique francophone. Est-ce le résultat d'une crainte ? d'un dénigrement envers les médias ?

Il y a un peu des deux et, en même temps, je ne serais pas si catégorique sur l'absence des historiens de la sphère publique en Belgique francophone.

Clairement, la profession est prudente, peut-être trop : globalement on craint d'entrer dans le débat parce que cela prend énormément de temps. Parfois aussi parce que l'on craint, expériences à l'appui, que la couverture médiatique soit caricaturale, du type de journalisme pratiqué par l'envoyé spécial de *Paris-Flash* au château de Moulinsart, dans les *Bijoux de la Castafiore*, ou par Rita Skeeter dans les diverses aventures de Harry Potter. Nous savons que malheureusement ces personnages de fiction ont leurs homologues dans la vraie vie. Nous savons qu'il y a des gâcheurs de copie. Il y a des charlatans en journalisme comme en l'art de guérir, hélas. J'ai encore été confronté tout récemment, au printemps dernier, à un tel cas, assez scandaleux. Prendre le risque de perdre son temps à voir ses paroles déformées, tronquées, mal interprétées ou tout simplement mal transcrites, cela n'enthousiasme guère des spécialistes de la critique textuelle et documentaire. Mais il y a des journalistes qui font bien, et même très bien, leur travail. Il faut leur rendre hommage, d'ailleurs, car ils n'ont pas la partie facile, face à des concurrents beaucoup moins scrupuleux.

Plus fondamentalement, un des problèmes, que je ne suis évidemment pas le seul à soulever, est le décalage entre le rythme de la vie académique et celui de l'actualité immédiate. A moins d'être par hasard le spécialiste hyper-pointu d'une question qui vient à retenir l'attention des médias, réagir demande un minimum de préparation et de documentation, et dans une vie professionnelle remplie de cours, de séminaires et de réunions, on n'a pas nécessairement sous la main les deux après-midi libres nécessaires pour parcourir la littérature et se rafraîchir la mémoire afin de prendre position de manière autorisée. La surcharge structurelle des académiques est malheureusement une réalité. Or, deux, trois ou quatre jours après le buzz, c'est souvent trop tard pour réagir. Mais adopter une position d'expert dans le débat, cela ne s'improvise pas, cela demande un minimum d'aisance avec le sujet. Peut-être que les universitaires belges, de manière

générale, n'aiment pas trop jouer aux intellectuels sans filet... Cela évite certes des faux pas, mais c'est au prix de rendez-vous manqués avec le public.

Donc on voit, c'est vrai, sans doute relativement peu d'historiens belges monter au créneau dans les grands débats d'actualité ou de société. On fera une exception pour les historiens qui sont devenus hommes politiques (nous avons connu des professeurs d'université, historiens modernistes, dans des fonctions de premier plan, parlementaires et ministérielles, comme Philippe Moureaux au Parti socialiste et Hervé Hasquin au Mouvement réformateur, et des historiens de formation comme Marcel Cheron à Ecolo ou Bart De Wever à la N-VA, qui tous les deux ont eu un début de carrière dans la recherche ou dans le patrimoine). C'est une situation qui n'a sans doute pas son équivalent en France, par exemple, et elle pourrait expliquer que d'autres historiens académiques se soient sentis dispensés d'intervenir comme acteurs dans le débat public.

Pour autant, les historiens académiques ne sont pas nécessairement absents de la sphère publique en Belgique francophone. Quelques collègues sont des habitués des micros, par exemple sur les questions liées à la monarchie (mariages, funérailles, montant de la dotation royale, défilé militaire du 21 juillet...). Il est vrai toutefois que nos médias recourent souvent aux historiens dans quelques créneaux bien déterminés et somme toute assez limités, surtout liés à l'histoire contemporaine (seconde guerre mondiale, résistance et collaboration, question royale, etc.), comme l'a récemment rappelé Chantal Kesteloot, et qu'ils ne sont guère sollicités pour proposer un cadre interprétatif ou articuler des perspectives. Ceci vaut surtout pour les journalistes d'information couvrant l'actualité. Car le travail des médias ne se réduit pas à cet aspect. J'aimerais rappeler, par exemple, le travail réalisé par les producteurs et animateurs des chaînes publiques de radio et de télévision (RTBF), avec des programmes comme *Un jour dans l'histoire* (séquence quotidienne sur La Première, donnant en radio la parole à des spécialistes sur diverses questions, juste après les informations de mi-journée) ou comme les choix de documentaires présentés par Elodie de Sélys dans *Retour aux sources*. La RTBF a également coproduit diverses initiatives qui relèvent du documentaire de qualité, comme la série *Moi, Belgique* en 2005 ou plus récemment le *Waterloo, l'ultime bataille* de Hugues Lanneau en 2014, dans les deux cas à l'occasion d'une commémoration, celle des 175 ans de la Belgique en 2005 et celle des 200 ans de la bataille de Waterloo dans le second exemple. Cela démontre, incidemment, qu'il y a place dans les médias pour de l'information historique accessible et de qualité, dès lors que producteurs et directions décident de ne pas céder à la facilité de l'*histotainment*. Du côté de la presse écrite, quelques historiens ont régulièrement collaboré à des numéros de la *Revue nouvelle*, une revue intellectuelle et de débats, ou à des numéros spéciaux de divers quotidiens ou hebdomadaires. Mais il est vrai qu'on pourrait faire plus, et mieux. Nous n'avons pas, par exemple, d'historien académique tenant une chronique, comme *columnist*, sur les enjeux de société dans un quotidien ou un hebdomadaire de référence.

3. Le cas belge est-il moins propice à l'éclosion d'auteurs tels que Lorànt Deutsch en raison de l'histoire complexe de ce royaume ? Parler d'un « récit national » comme le fait Deutsch en France ne fédérerait pas grand-monde en Belgique ? A part, peut-être, Jo Gérard et ses ouvrages sur les grandes figures de l'histoire belge...

Il ne faut pas confondre récit d'histoire nationale, qui est la mise en intrigue d'une analyse historique portant sur une question d'histoire nationale, et « roman national »

qui est une expression dépréciative, désignant la mythification du passé national, mais que certains intervenants du débat public, en France, semblent reprendre béatement pour s'en draper comme d'une bannière légitime.

Je n'ai rien contre la connaissance historique popularisée. Un récit national populaire me paraît tout à fait concevable dès lors qu'un sentiment d'appartenance nationale suffisamment partagé est présent. Au niveau belge classique, ou « belgiciste », une telle unanimité fait désormais défaut et seuls quelques nostalgiques, surtout francophones, sont réceptifs à ce type de discours, qui n'est pas absent des rayons de librairies, notamment sous l'impulsion des éditions Jourdan-Leclercq, qui produisent des ouvrages de qualité très hétérogène. Une magnifique histoire de Belgique illustrée a été produite en 2011 par cet éditeur, à destination d'un jeune public (*Ma première histoire de Belgique*) : le travail d'illustrateur réalisé par le talentueux Bernard Coppens y est remarquable, mais le cadre interprétatif, le séquençage et les choix thématiques proposés par les deux auteurs auraient dû être discutés avec des spécialistes, plutôt que de se fonder sur des souvenirs d'école primaire d'antan, plus ou moins adaptés aux nécessités de la décolonisation et de la fédéralisation. Ce livre est en un sens un parfait écho du roman national perdu et regretté, « une histoire qu'on a tendance à ne plus enseigner » dit la quatrième de couverture. Des ouvrages de ce type entretiennent effectivement la tradition portée jusque dans les années 1950-1960 par une histoire scolaire à tendance patriotique et par des vulgarisateurs comme Jo Gérard, par ailleurs tout de même historien diplômé, formé à la fin des années trente et au début des années quarante. Un bel exemple d'antan est fourni par les écrits de l'abbé Jean Schoonjans et en particulier par la série d'albums *Nos Gloires*, publiés dans les deux langues nationales (1949-1961) et illustrés de magnifiques chromos : vision orientée, patriotique et belgiciste du passé, certes, mais entreprise destinée tant à la Flandre qu'à la Belgique francophone et ayant connu un grand succès populaire à l'époque. Le « roman national » a existé en Belgique depuis l'époque romantique, comme dans tous les Etats-nations européens, et dans des formes assez remarquables, mais il a cessé d'être porteur et a fait l'objet d'une déconstruction approfondie par les historiens. Depuis l'immédiat après-guerre en effet, la structure constitutionnelle du pays a évolué, de même que les perceptions en termes de sentiment national, de manière plus précoce en Flandre qu'en Belgique francophone. Un tel discours belgicain et bi-communautaire n'est plus susceptible d'être largement porteur.

Par contre, au niveau d'un récit national flamand, un tel récit semble tout à fait plausible et l'émergence d'un *Vlaamse* Lorant Deutsch n'est pas improbable en soi, sauf qu'à mon sens, les intellectuels flamands jouent un rôle critique qui atténue les conditions d'émergence d'une telle figure. Les historiens flamands ont déconstruit avec une indépendance d'esprit remarquable le discours du Mouvement flamand et de ses diverses composantes, en ce compris en termes d'usages (abusifs) du passé.

Du côté belge francophone, les choses sont plus complexes, parce qu'il n'y a plus, dans le grand public, de vision dominante du passé et que l'identité collective est extrêmement hésitante, entre référents régionaux wallons ou bruxellois (inscrit dans le cadre de la Région wallonne ou de la Région de Bruxelles-capitale), référents communautaires francophones (inscrits dans le cadre de la Fédération Wallonie-Bruxelles) et référents « belgicistes » ou « belgicains » résiduels renvoyant à la défunte Belgique unitaire (non fédérale) où dominaient les francophones. Sans compter des référents européens, liés d'une part à la culture populaire et à l'éducation très européiste qui domine en Belgique depuis une quarantaine d'année au moins, liés aussi à une certaine forme de fuite identitaire par le haut (à défaut de pouvoir ancrer ses

hésitations régionales ou communautaires dans un cadre national, le Belge s'est longtemps propulsé volontiers dans une Europe fédérale idéale), liés enfin au souvenir, pour ceux dont la culture historique n'est pas défailante, des liens dynastiques et politiques de nos régions avec d'autres nations européennes (qu'il suffise d'évoquer les anciens Pays-Bas espagnols puis autrichiens, ou les périodes dites françaises et hollandaises précédant l'indépendance de 1830). Face à une telle fragmentation, il n'est pas évident pour un intervenant de se saisir du passé « national » dans une perspective simplificatrice et mobilisatrice à la façon d'un Lorant Deutsch. A tout prendre, un certain nombre de Belges francophones se contentent largement de regarder la télévision française et connaissent mieux la politique française et l'Histoire de France, fût-elle à la Stéphane Bern et à la Lorant Deutsch, que les réalités, pourtant complexes et fascinantes, de leur propre pays, ce qui, en retour, contribue un peu plus encore à brouiller leur propre sens de l'identité.

L'émergence d'un intervenant sur-médiatisé donnant dans l'« histoire » légère, divertissante et fautive, n'est donc guère envisageable aujourd'hui en Belgique sur un plan bicommunautaire ni même sur le plan uniquement francophone, me semble-t-il, car le terrain commercial, le marché pour le dire autrement, n'est pas préparé. Cela ne veut pas dire qu'une belle entreprise de diffusion du savoir historique, menée en commun par des collègues flamands et francophones, ne trouverait pas son public et ne répondrait pas à un véritable besoin d'élucidation. Un tel projet est sans doute possible. Mais il demandera l'investissement de forces vives académiques.

L'expérience récente montre en tout cas que des entreprises originales peuvent être tentées avec un grand succès, et je songe ici à David Van Reybrouck (fait docteur *honoris causa* de l'Université Saint-Louis en septembre 2015) dont le *Congo*, d'abord paru en néerlandais, a connu un égal succès en français et dans d'autres langues. S'il peut être discuté sur certains points par des collègues africanistes, et s'il est vrai qu'il s'agit d'un projet un peu hors-norme, mené en marge du monde académique par quelqu'un qui par contre n'en ignore ni les codes ni les contraintes méthodologiques et déontologiques, il démontre aussi que le public est prêt pour de tels produits, qui sont des briques complexes à digérer, quand bien même menées avec une plume alerte et un sens consommé de la narration historique. De ce point de vue, le Flamand David van Reybrouck n'est-il pas l'anti-Lorant Deutsch ? J'ajouterai que des formes de communications narratives de l'histoire, ce que les anglo-saxons qualifient d'*historical non fiction literature*, ont certainement leur place dans l'arsenal des historiens académiques, comme l'a encore démontré un professeur de Cambridge, Brendan Simms, avec un livre récent consacré aux 400 hommes qui défendirent la Ferme de la Haye-Sainte le 18 juin 1815, choisissant — à la veille du Bicentenaire de la bataille de Waterloo — d'éclairer le déroulement de celle-ci par en-bas, *from below*, au travers du vécu d'un groupe limité de combattants [B. Simms, *The longest afternoon. The 400 men who decided the battle of Waterloo*, Allan Lane, 2014, rééd. Penguin Books 2015. Le titre choisi évoque bien sûr, ce n'est pas un hasard, le *Longest day* du journaliste Cornelius Ryan (1959), un des classiques du genre, consacré au débarquement du 6 juin 1944].

4. On parle régulièrement de l'importance de « l'histoire publique » comme approche possible afin de connecter davantage le monde universitaire au grand public. En quoi cela consiste-t-il ? Quels sont les enjeux de cette « histoire publique » ?

La notion, relativement récente dans le champ francophone européen, est en soi déjà ancienne, puisqu'elle remonte aux années 1970 et s'est structurée en Amérique du

nord avec la préoccupation de promouvoir l'emploi des diplômés en histoire en dehors du monde universitaire. La notion d'histoire publique (*public history*) est par ailleurs assez multiforme, car elle désigne en réalité toute pratique de l'histoire professionnelle en dehors du monde académique et de la recherche fondamentale : la notion englobe donc les historiens d'entreprise, les historiens officiels des ministères (quand il y en a), les historiens actifs dans les musées, écomusées, parcs à thème historique, services patrimoniaux et lieux de conservation, et elle peut même, selon certaines conceptions, inclure l'enseignement de l'histoire dans les écoles secondaires par des historiens diplômés... Il s'agit donc d'historiens engagés dans la communication de l'histoire et/ou dans des activités de recherche appliquée ou finalisée ; il s'agit en quelque sorte d'histoire appliquée, par opposition à la recherche fondamentale. Mais ces catégories sont mouvantes car, bien sûr, des historiens académiques, travaillant donc à l'université, peuvent développer des activités de cet ordre à côté de leurs tâches classiques d'enseignants-chercheurs impliqués dans la recherche fondamentale. Dès lors qu'un historien académique entre dans une logique de conseil, de consultance ou de partenariat avec une autorité publique, par exemple pour l'organisation d'une commémoration, ou avec un musée ou un promoteur privé, par exemple pour l'organisation d'une exposition, on peut sans doute considérer qu'il pratique de l'histoire publique.

L'histoire publique fait désormais l'objet d'une véritable prise en compte en Flandre, où l'université de Gand par exemple dispose d'un *Instituut voor Publieke Geschiedenis* animé notamment par le professeur Bruno De Wever et préparant les étudiants de master à l'exercice de diverses formes d'histoire publique. Au sein des Etablissements scientifiques fédéraux, le CEGES, devenu une des directions de l'administration des Archives de l'Etat, comporte un volet d'histoire publique. A l'université de Namur, une expérience menée depuis plusieurs années par la professeure Parmentier consiste à proposer aux étudiants du séminaire d'histoire des temps modernes (1^{er} cycle universitaire) de pratiquer, outre leur classique travail de recherche sur sources inédites, l'écriture de fiction au travers de la rédaction d'une nouvelle prenant pour cadre historique les réalités étudiées dans le séminaire : sans abolir la frontière entre les genres, l'expérience permet de sensibiliser les étudiants à deux formes distinctes de rapport au passé et de s'interroger sur les apports et les limites de fiction dite historique. A l'UCL, une des finalités du master en histoire est profilée sur les questions d'histoire publique. A l'université Saint-Louis, au niveau du premier cycle universitaire, un séminaire consacré aux Enjeux & débats du métier d'historien tente d'introduire les étudiants à cette dimension d'histoire publique, au travers des diverses formes non académiques d'écriture de l'histoire. A l'ULB un cours portant le même intitulé est destiné aux étudiants du master en histoire. On peut donc penser qu'à l'avenir, notre société pourra compter sur l'expertise d'un plus grand nombre de diplômés en histoire aptes à mener des travaux de consultance, des recherches appliquées de courte durée, et des activités de diffusion des connaissances. Nous serons sans doute mieux armés contre diverses formes de dérives mémorielles ou d'instrumentalisation du passé, et les citoyens pourront se positionner en meilleure connaissance de cause sur les enjeux qui les concernent.

Cela dit, toute forme d'histoire publique n'implique pas une visibilité à grande échelle. Au contraire, une intervention d'histoire publique peut avoir beaucoup de sens à l'échelle d'une communauté locale, comme dans le cas de « l'histoire d'entreprise » d'une institution de soins de santé réalisée par ma collègue namuroise A. Roekens. J'évoquerais pour ma part un cas particulier, qui est celui du Conseil pour la

transmission de la mémoire, mis en place par le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ce Conseil est composé d'historiens professeurs d'université, d'experts d'autres domaines (le droit par exemple) et de représentants de la société civile. Ensemble et en dialogue, ils ont pour mission de mettre en œuvre l'action publique en matière de transmission de la mémoire des crimes de génocides, crimes de guerre et faits de résistance ayant été opposés aux régimes responsables de ces crimes. Concrètement, il s'agit de lancer des appels d'offre, de susciter puis d'évaluer des projets soumis par des écoles ou par le monde associatif, et de les proposer au financement ministériel, afin de mener des actions de sensibilisation voire de collecte de témoignages. Ce Conseil n'a pas pour vocation d'intervenir dans le débat public au travers de polémiques diverses ; par contre, il organise les conditions d'un travail de mémoire, guidé par la connaissance historique, dans une optique de formation à la citoyenneté. Il s'agit d'un travail de l'ombre, dont le grand public ne voit que les effets, par exemple lorsqu'une classe fait le voyage d'Auschwitz ou rencontre un ancien déporté, dans le cadre d'un projet issu de la société civile et subventionné ; mais ce travail est absolument fondamental. Le Conseil peut en outre s'appuyer sur une cellule de l'administration, composée d'enseignants détachés dont des historiens, qui assure notamment la diffusion de supports pédagogiques et d'informations relatives à son objet. On se situe bien ici dans une logique d'action publique, passant par la médiation du corps enseignant et du secteur associatif.

5. Les historien(ne)s ne devraient-ils pas être davantage proactifs dans la mise en avant et la communication des résultats de leur recherche envers le grand public ? Avec l'idée de proposer un contenu irréprochable d'un point de vue factuel tout en simplifiant quelque peu le propos. Ceci me paraît important face à un Lorànt Deutsch qui dit notamment qu'il est plus intéressé par la forme que par le contenu afin de reconnecter le public avec l'histoire de son pays¹.

C'est évident. Mais c'est difficile, en raison de toute une série de contraintes que j'ai évoqué il y a un instant. Il faut faire plus et mieux. Mais nous ne devons pas fermer les yeux sur ce qui se fait déjà, et qui peut nous servir d'exemple et de point d'appui. En France comme en Belgique, il y a évidemment de nombreux collègues qui n'interviennent pas dans les médias. Mais d'autres le font, et parviennent à être entendus. Je songe à la leçon inaugurale de P. Boucheron au Collège de France, et à son écho dans les médias et sur les réseaux sociaux. Je songe aux collectifs vigilants comme le CVUH et Aggiornamento. Du côté belge, on voit aussi plusieurs initiatives, notamment d'historiens actifs sur les réseaux sociaux, expérimentant de nouvelles formes de communication des savoirs académiques. La Province de Liège a mis sur pied un programme de manifestations axé sur un fil conducteur citoyen et intégrant toute une série de commémorations, proposant une lecture de faits allant du Moyen Âge jusqu'au 20^e siècle. Dans ce contexte, une bande dessinée consacrée à la Paix de Fexhe de 1316 a été commandée par la Province et scénarisée par un docteur en histoire de l'Université de Liège, Christophe Masson, spécialiste de la question traitée (il a notamment assuré l'édition critique de la dite Paix). Donc, il y a des historiens actifs sur le terrain de l'histoire publique et de la diffusion. Et il faut aussi insister sur les mutations en cours dans l'enseignement universitaire, intégrant progressivement la dimension d'histoire

¹ Interview de Lorànt Deutsch dans l'émission « C à vous » (France 5) le 14 octobre 2014 (https://www.youtube.com/watch?v=-oee7a4Yw_k)

publique, dont je viens de parler. Il ne faut pas oublier non plus l'implication de nombreux historiens professionnels belges — académiques, scientifiques ou archivistes — dans les cercles d'histoire locale et les sociétés d'histoire régionale, où ils travaillent aux côtés d'amateurs au progrès et à la diffusion des connaissances.

Plus fondamentalement, je crois que l'argument des *histotainers* selon lequel le grand public veut avant tout du divertissement, et donc de l'histoire amusante, et donc anecdotique et sans débats (sauf s'il s'agit de mystères mystérieux...), est totalement spécieux. Bien sûr on peut tirer le public vers le bas, et cela fonctionne. C'est plus facile, aussi, pour le producteur ou pour l'auteur. Mais c'est une vision trompeuse et mensongère des attentes du public. Le grand public peut accrocher à une présentation efficace qui ne cède pas sur le fond à la facilité. Le grand public n'attend que cela. Voyez le succès de *Congo*, dont j'ai parlé il y a un instant. Une enquête historique est d'abord une enquête. Le récit d'une enquête accroche et fascine. Les enquêtes historiques les plus pertinentes débouchent sur des remises en question, des remises en perspectives. Le grand public adore être surpris. Adore avoir l'impression d'avoir compris quelque chose. Combien de lecteurs de mauvaises biographies ne les referment-ils pas avec le sentiment gratifiant d'avoir appris quelque chose, de s'être instruit tout en se distrayant, prêts même à partager leurs nouvelles connaissances, sans savoir hélas qu'ils ont été abusés ? Combien n'est-il pas plus valorisant de faire le même chemin pour un résultat plus sûr ? Il ne faut donc pas hésiter à ouvrir ses dossiers et à montrer l'enquête historique en train de se faire. Et parier sur l'intelligence du public. Le pari que font tous les enseignants. Et ne pas négliger de faire partager au public le plaisir que nous avons à pratiquer l'histoire. Apprendre en s'amusant, c'est bien sûr possible. Les *histotainers* n'ont pas le monopole du plaisir ; ils se contentent d'instrumentaliser le rapport au passé pour en faire un divertissement, où le fond devient tout à fait secondaire. Les historiens peuvent proposer la démarche inverse : prendre plaisir à construire une meilleure connaissance du monde.